

note n°16/2014

10 décembre 2014

Régis Genté

Journaliste, auteur

FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE

La crise ukrainienne vue de Géorgie

Résumé

Les Géorgiens suivent avec inquiétude la crise ukrainienne, convaincus qu'ils sont que leur sort dépend de celui de l'Ukraine. Pour eux, ce qui se passe en Ukraine est une répétition de ce qu'ils connaissent depuis plus de deux décennies, le séparatisme régional étant instrumentalisé, voire créé, par Moscou pour empêcher Kiev ou Tbilissi de choisir librement leurs grandes orientations stratégiques. Mais le gouvernement et l'opposition, d'accord sur le choix de se rapprocher de l'Occident, divergent sur la voie à suivre.

Abstract

Georgia has been following the Ukraine crisis with great concern, all the more so that it is convinced that Ukraine's fate will determine its own. The Georgians believe that what is going on in Ukraine is a repetition of what they have been living through for more than two decades – with Moscow using, if not

creating, regional separatism in a way that prevents Kyiv or Tbilisi from choosing freely their major strategic orientations. However, while the government and the opposition agree on the project of getting closer to the West, they do not concur on the best way to achieve this.



Lorsqu'ils évoquent la crise ukrainienne, les Géorgiens, dans leur quasi-totalité, semblent d'accord sur deux choses. D'abord, ils pensent que tout cela a des airs de déjà-vu, des facteurs similaires ayant conduit, selon eux, aux conflits séparatistes de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud au début des années 1990 et à la guerre de l'été 2008 contre la Russie. Ils disent, d'autre part, que l'avenir de leur pays, voire son existence même, dépend de l'issue de cette crise. En revanche, ainsi que le confirme une série d'entretiens conduite pen-

dant l'été 2014 pour les besoins de cet article, les avis divergent quant à la façon dont il faut répondre à la menace que représente la Russie de Vladimir Poutine. L'actuel gouvernement, tout à sa politique de « normalisation » des relations avec Moscou, s'emploie à ne pas irriter le Kremlin tandis que l'opposition, les partisans de l'ancien président Mikheil Saakachvili (2004-2013), estime qu'il n'y a de salut que dans la résistance active et la dénonciation, notamment sur la scène diplomatique, de « l'impérialisme russe ».

Un fort consensus existe dans le pays sur la question de savoir ce que doivent être ses grandes orientations stratégiques. Tbilissi a signé le 27 juin dernier un Accord d'association avec l'Union européenne (UE). La nouvelle majorité a poursuivi la politique de l'équipe issue de la « Révolution des roses », accélérant même le calendrier. La population géorgienne suit son gouvernement : à l'occasion d'un récent sondage d'opinion, 69 % des Géorgiens interrogés disaient approuver la signature de cet accord avec l'UE, 8 % le désapprouver¹. Pourtant, au moment de cette signature, Moscou avait déjà sévèrement puni l'Ukraine, après qu'un mouvement de protestation ait conduit à la destitution du président Yanoukovitch, le 22 février. Ce mouvement était né fin novembre 2013 après que Viktor Yanoukovitch a suspendu, au dernier moment, la signature d'un Accord d'association avec l'UE. Sitôt ce que l'on pourrait appeler la « victoire » de ce mouvement de protestation de Maïdan (du nom de la place de Kiev qui en a été le théâtre), des logiques séparatistes se sont mises en place en Ukraine avec un énorme soutien politique et militaire de la part de Moscou, conduisant d'abord au rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie (suite au « referendum » du 16 mars) puis à une guerre sécessionniste dans le Donbass, région minière de l'est du pays.

Toutefois, la guerre en Ukraine et la détermination de V. Poutine à empêcher les ex-républiques soviétiques de rejoindre l'UE et l'OTAN font réfléchir au Sud du Caucase. 20 % des sondés, dans le cadre de la même enquête, estiment que la Géorgie devrait rejoindre l'Union eurasiatique « russe », soit presque deux fois plus qu'en novembre 2013 (11 %). Fascination pour la puissance déployée par Moscou ? Sentiments « pro-russes » qui se révèlent ? Difficile à dire. Mais voilà qui ne fait qu'encourager les cercles politiques comme

ceux des experts à débattre de la bonne attitude à adopter en cette période délicate. Le tout sous l'impulsion de deux personnalités qui dominent la vie politique géorgienne, malgré le fait qu'ils n'occupent plus de fonctions officielles. D'un côté Bidzina Ivanichvili, l'oligarque qui a détrôné M. Saakachvili lors des élections parlementaires d'octobre 2012 en créant la coalition le « Rêve géorgien », et a imposé la politique de « normalisation » des relations avec Moscou². De l'autre, Mikheil Saakachvili lui-même, qui n'est pas revenu dans son pays depuis qu'il a quitté ses fonctions³, mais continue à alimenter le débat politique géorgien, notamment à l'occasion de la crise ukrainienne, l'homme ayant été très présent sur Maïdan et dans les médias internationaux pour justifier sa politique de 2003 à 2013⁴.

Un air de déjà-vu

Un quasi-consensus existe en Géorgie quant à la façon de lire la crise ukrainienne. « *La Russie n'a guère changé depuis le XIX^{ème} siècle. Elle rêve de grandeur, prétend toujours devoir s'étendre pour se défendre,*

2. Il n'occupe plus de fonctions officielles, après avoir été Premier ministre (d'octobre 2012 à novembre 2013), mais est assurément l'homme fort du pays. Le Premier ministre actuel, Irakli Garibachvili, 32 ans, était son factotum pour ses activités caritatives en Géorgie depuis une dizaine d'années. Pour un long portrait du milliardaire, lire : Régis Genté, « Bidzina Ivanishvili, a Man Who Plays according to Russian Rules? », *Caucasus Survey*, Vol 1, n° 1, octobre 2013.

3. Les nouvelles autorités ont très tôt promis de le poursuivre en justice et l'ont d'ailleurs mis en examen cet été. L'intéressé dénonce des manœuvres politiques.

4. « *Si l'ouest avait réagi comme il faut en Géorgie [en 2008], ce qui arrive en Ukraine ne se serait jamais produit* », écrivait-il en mars, à la veille de l'annexion de la Crimée par la Russie (« Let Georgia Be a Lesson for What Will Happen to Ukraine », *The Guardian*, 14 mars 2014). Alors que l'affaire de la Crimée montre qu'un pays n'a pas besoin d'avoir eu une attitude agressive envers la Russie pour être attaquée par elle, M. Saakachvili dénonce à l'envi les propos de B. Ivanichvili, qui l'a à plusieurs reprises accusé d'être responsable du déclenchement de la guerre de 2008 tandis qu'il se gardait de blâmer Moscou. Notons que l'ancien chef de l'Etat géorgien avait prédit dès 2009 que la Crimée serait la prochaine proie de la Russie. Un télégramme diplomatique américain révélé par Wikileaks le confirme : « *Saakashvili stressed repeatedly that he expected Russia to follow its 2008 invasion of Georgia with intervention in Crimea. He predicted that Russia would incite tension in the peninsula and then make a generous offer to Yanukovich (presumed as the next president) to help solve the problem. Saakashvili said that Putin wants to keep the pressure on Ukraine and Georgia as a lesson and a warning to others in the former Soviet Union* » (« Georgia: Misha Tells ASD Vershbow Georgia is Committed to Peaceful Integration and Long-Term Defense », Wikileaks, 2 novembre 2009).

1 « Public Attitudes in Georgia: Results of an August 2014 Survey » (<https://www.ndi.org/node/21850>).

traite ses voisins avec mépris et brutalité. Rien de nouveau sous le soleil à Moscou, sinon que cela prend aujourd'hui la forme de la création d'une sphère d'influence. Ce qui se passe en Ukraine nous est très familier. Nous avons connu cela il y a vingt ans avec les sécessions de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, quelles qu'aient pu être par ailleurs nos erreurs, puis avec la guerre de 2008 », affirme Irakli Menagharichvili, ministre des Affaires étrangères d'Edouard Chevardnadzé (1995-2003) et directeur du Centre de recherche stratégique (indépendant).

Pratiquement tous les Géorgiens s'occupant de politique, en tant que représentants du peuple ou qu'experts, perçoivent la Russie comme une incorrigible puissance impérialiste. « Le but de Poutine est connu : arrêter l'effondrement de l'URSS, qui a été la plus grande catastrophe géopolitique du *XX^{ème}* siècle selon lui, et reconstruire celle-ci. Il le répète depuis qu'il a pris le pouvoir, depuis 1999. C'est cela qui l'obsède, pas une éventuelle menace de l'OTAN en tant que telle », estime Andro Barnovi, politologue et ancien chef de l'administration présidentielle de M. Saakachvili. Parmi les gens qui comptent à Tbilissi, seul Bidzina Ivanichvili a légitimé la défense par la Russie de ses intérêts en Géorgie : les Russes « voulaient et se sont efforcés de renforcer leurs intérêts géopolitiques de l'autre côté du Caucase, leur propre sécurité et voulaient y pénétrer depuis des années et même des siècles... et c'est normal. La Russie n'est pas une exception. Il n'est pas le seul parmi nos voisins à avoir le désir de saisir nos territoires »⁵. Cette idée pèse probablement lourd dans la stratégie politique du pays aujourd'hui.

Cela ne l'empêche pas de rejoindre ses compatriotes et de comprendre le conflit russo-géorgien de 2008 dans la continuité de la seconde guerre de Tchétchénie, déclenchée fin 1999, alors que Vladimir Poutine était Premier ministre. « A l'intérieur, avec la Tchétchénie, comme à l'extérieur, en Géorgie 2008 d'abord et en Ukraine aujourd'hui, il s'agissait de restaurer la puissance de la Russie, sans autre idée que celle selon laquelle la Russie doit être grande », ajoute M. Barnovi. « Quant à la méthode, c'est toujours la même. Sitôt qu'un bout de l'empire veut prendre sa liberté, comme nous en 1991 ou en 2008, lorsque nous nous rapprochions de l'OTAN, et comme l'Ukraine avec la victoire de Maïdan, alors le Kremlin nous colle des forces soi-

5. Discours de campagne pour les parlementaires de l'automne 2012, Oureki, août 2012.

disant séparatistes dans les pattes. Voyez ce qui se passe dans le Donbass aujourd'hui, c'est très clair. Les soi-disant séparatistes, la première vague en tous cas, viennent directement de Moscou, certains n'avaient jamais mis les pieds dans le Donbass avant, et ne cachent même pas qu'ils sont des agents russes », ajoute M. Barnovi⁶. Même analyse pour Victor Dolidzé, député membre de la majorité actuelle, président de la Commission pour l'intégration européenne : « De la guerre de 2008 chez nous à celle en Ukraine aujourd'hui, les similarités sont frappantes ».

Victor Dolidzé, ambassadeur de Géorgie à l'OSCE en 2008, est passé dans l'opposition à M. Saakachvili juste après la guerre russo-géorgienne. Avec d'autres diplomates géorgiens, il lui reprochait son attitude imprudente, « qui a joué un rôle dans le déclenchement des hostilités. Mais il ne faut pas pour autant oublier que c'est la Russie qui a voulu cette guerre. Je me souviens très bien, parce que cela nous a alors donné beaucoup de travail, que Poutine a déclaré en février 2008 que, puisque l'Occident allait reconnaître l'indépendance du Kosovo, il y aurait une 'préparation maison' pour le Caucase. Six mois plus tard, on a vu ce qu'a été cette préparation ».

Poursuite du rapprochement avec l'Ouest

Dans ce contexte où la Russie est perçue comme hostile, les voix ne sont guère nombreuses en Géorgie pour réclamer un changement de cap stratégique. Au contraire. « Dès lors que la Russie s'est montrée menaçante pour les anciennes républiques soviétiques, comme lorsque fin août 2013

6. Notons qu'une rare justification émanant du KGB a été fournie par le dernier patron de celui-ci (en tant que portant ce nom), Vadim Bakatine, dans un livre de mémoire : « Le KGB était derrière la création de "fronts interethniques" dans les républiques de l'Union, dans celles qui se montraient désobéissantes envers le centre. La logique vicieuse du "diviser pour régner" a stimulé la scission de la société dans ces républiques en deux camps irréconciliables et a produit des tensions sociales. Au lieu du dialogue patient et d'une approche calme et mesurée, pour résoudre les conflits entre les républiques et le centre, c'est plutôt la formule "si tu ne veux pas obéir – tu recevras des fronts interethniques" qui appelleront à des grèves, à remettre en question les frontières de la république et à critiquer la légitimité du gouvernement choisi". Ensuite, les activités de ces fronts étaient présentées par le KGB comme une manifestation de la "volonté du peuple". » (Izbaevienie ot KGB [Se débarrasser du KGB], Novosti, Moscou, 1992 ; voir aussi « Moscou ressort les manuels du KGB », *Intelligence Online*, n° 711, 7 mai 2014).

Poutine a fait comprendre au président arménien qu'il fallait renoncer à l'Accord d'association avec l'UE et rejoindre son Union eurasiatique, le gouvernement géorgien n'a eu de cesse de nous pousser à accélérer le calendrier pour signer plus tôt. Et, dans les discussions pratiques, les Géorgiens se sont montrés ouverts et flexibles pour ce faire », confie un diplomate européen en poste à Tbilissi. Voilà qui a surpris ceux, partisans notamment de M. Saakachvili, qui pensaient que M. Ivanichvili torpillerait la politique pro-occidentale de Tbilissi, ce qu'il aurait eu tout le loisir de faire. L'Accord d'association, qui comprend une zone de libre-échange approfondi et complet, a bien été signé le 27 juin 2014.

Mais les messages ambigus de M. Ivanichvili, l'absence de ligne politique claire dans la majorité – la coalition le « Rêve géorgien » comprenant des républicains bon teint aussi bien que des nationalistes et des traditionalistes –, le tout combiné à la crainte de susciter la colère de Moscou à mesure que se développait la crise ukrainienne ont suscité du flottement dans la position officielle du gouvernement quant à son rapprochement avec l'OTAN et l'UE⁷. En octobre 2013, après que le Kremlin a forcé l'Arménie à renoncer à l'Accord d'association avec l'UE et commencé à exercer de fortes pressions sur l'Ukraine pour qu'elle fasse de même, M. Ivanichvili, alors encore Premier ministre, nous confiait : « Nous savions que les Russes sont totalement opposés à ce que nous entrions dans l'OTAN, mais je ne pensais pas qu'ils seraient aussi opposés à l'Accord avec l'Europe ». A l'occasion d'une visite officielle en Arménie en tant que Premier ministre, il avait sans doute livré le fond de sa pensée quant à l'OTAN : « Est-il possible de combiner restauration de relations amicales avec la Russie et d'avoir de bonnes relations avec l'OTAN (...) ? Je crois que l'Arménie est un bon exemple de cela pour la Géorgie »⁸. Or, chacun sait que l'Arménie n'envisage pas de devenir membre de l'OTAN... Ces propos avaient déclenché de vives critiques de la part des pro-occidentaux géorgiens, notamment de la part de députés

7. Notons que le matin même du jour où la Géorgie paraphait l'Accord d'association avec l'UE lors du sommet du Partenariat oriental de Vilnius, le 28 novembre 2013, les gardes-frontières russes installaient quelques centaines de mètres de barbelés autour du territoire de l'Ossétie du Sud, après plus de deux mois d'inactivité. Moscou envoyait ainsi un message clair à Tbilissi quant à son mécontentement de la voir poursuivre sa route vers l'ouest.

8. Service arménien de Radio Free Europe/Radio Liberty, 17 janvier 2013.

du Mouvement National Uni (MNU) de M. Saakachvili⁹. Du coup, Tbilissi a semblé osciller en permanence entre faire le dos-rond au sujet de ses efforts de rapprochement avec l'OTAN et l'Europe et demander tout tout de suite, qu'il s'agisse d'obtenir le MAP (*Membership Action Plan*) de l'OTAN¹⁰ ou des « perspectives claires d'adhésion » à l'UE¹¹. Ceci a été d'autant plus vrai à partir du début 2014, alors que la crise ukrainienne prenait une tournure des plus inquiétantes, le tout dans un contexte où la Géorgie est entourée de bases militaires russes, notamment depuis 2008¹².

Mais c'est aussi « que le gouvernement n'a pas de ligne politique claire. Cette coalition a été bâtie artificiellement, avec l'argent d'Ivanichvili, juste pour faire tomber Saakachvili. Du coup, il y a des gens sincèrement pro-occidentaux et d'autres qui sont beaucoup plus ambigus quant aux orientations stratégiques du pays, voire à ses liens avec la Russie. Ce qui fait qu'il faut toujours regarder qui s'exprime et si celui qui parle le fait conformément à la ligne d'Ivanichvili ou pas », estime Andro Barnovi. Le 13 janvier 2014, le très pro-occidental président du Parlement, David Oussoupachvili, déclarait, lors d'un événement organisé à Tallinn par le Centre pour le Partenariat Oriental, que si la Géorgie n'obtenait pas le *Membership Action Plan* lors du sommet de l'OTAN à Newport (Pays de Galles) en septembre 2014, cela risquerait de « ruiner et saper » la stabilité du pays¹³. Trois

9. « UNM Slams Ivanishvili for Naming Armenia as Model for Ties with Russia, NATO », *Civil Georgia*, 18 janvier 2013.

10. Véritable antichambre de l'adhésion à l'Alliance, le MAP est un « mot » qui fait peur en Géorgie. En 2008, son octroi à la Géorgie était très encouragé par les Etats-Unis et plusieurs pays membres de l'OTAN. Cela ne s'était pas fait du fait de l'opposition de l'Allemagne et de la France. Pour beaucoup d'observateurs, cela avait fait craindre à Moscou une extension prochaine de l'OTAN à ses frontières et avait été perçu par les Russes comme un *casus belli*.

11. « FM: Georgia Wants EU Membership Perspective », *Civil Georgia*, 3 mars 2014.

12. Moscou a déployé au moins 5 000 hommes en uniforme (militaires, garde-frontières, etc.) dans les deux républiques séparatistes géorgiennes de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud (lire par exemple Anton Lavrov, *Танки августа* [Les chars d'août], CAST (Centre d'Analyse des Stratégies et des Technologies), Moscou, 2009). Il convient aussi de rappeler l'importante 102^{ème} base militaire russe à Gioumri, au nord de l'Arménie, qui existe depuis l'époque soviétique et hébergerait au moins 3 000 hommes.

13. Le ministre de la Défense, Irakli Alassania, prend des positions identiques, délivrant toujours des messages très positifs quant aux chances de la Géorgie d'obtenir le MAP et au soutien dont le pays jouit auprès des pays membres de l'OTAN (alors que certains,

jours plus tard, le Premier ministre Garibachvili rétorquait que « *s'il n'y a pas de MAP maintenant, ce sera pour plus tard. Ce n'est pas [une question de] principe* ». Dans la foulée, il assurait que le cours pro-occidental de la politique étrangère de Tbilissi restait « *inchangé* ».

Les propos de M. Garibachvili ont suscité à l'époque deux types de commentaires. Pour certains, il ne veut pas irriter les Russes en agitant sous leurs yeux ce qui a été pour eux un *casus belli* en 2008, et tient compte du fait que l'Occident ne viendra pas militairement au secours de la Géorgie en cas de nouvelle attaque russe. Pour d'autres, il s'agit pour lui de renoncer à l'OTAN sans le dire, ce qui est aussi l'intention prêtée à M. Ivanichili (soit parce qu'il aurait un accord secret avec les Russes¹⁴, soit par réalisme sécuritaire¹⁵), qui ne l'annoncerait pas officiellement car cela ferait éclater la coalition au pouvoir et susciterait une forte protestation dans le pays. Le 4 juin 2014, au retour d'une visite à Berlin à l'occasion de laquelle la Chancelière allemande avait indiqué que l'octroi du MAP à la Géorgie ne serait pas à l'ordre du jour du prochain sommet de l'OTAN, M. Garibachvili avait justifié la décision de Mme Merkel, en soulignant que Tbilissi ne répéterait pas l'« *énorme* » erreur du précédent gouvernement, qui avait donné de « *faux espoirs* » au sujet du MAP.

Allemagne en tête, sont résolument opposés à l'adhésion de la Géorgie et donc à l'octroi du MAP).

14. En tant qu'oligarque ayant fait sa fortune en Russie (aujourd'hui estimée par le magazine américain *Forbes* à 5,2 milliards de dollars), il n'a pu « sortir » son argent de Russie (si toutefois il est parvenu à le faire comme il l'a prétendu en 2012) qu'avec le feu vert du Kremlin. L'argent des oligarques de Russie n'étant jamais tout à fait le leur, les autorités russes disposant de « *kompromaty* », informations compromettantes quant à la façon dont ces fortunes ont été acquises, susceptibles d'être « ressorties » par le pouvoir pour neutraliser les agissements et ambitions politiques des uns ou des autres. Selon Andro Barnovi, il a « *pu passer un accord avec le Kremlin : laissez-moi prendre mon argent, le sortir de Russie, et je vous débarrasse du pro-occidental Saakachvili et de son parti. C'est pourquoi aujourd'hui il s'acharne tant à faire condamner Saakachvili et ses principaux lieutenants, dont deux sont en prison déjà* » (l'ancien ministre de l'Intérieur Vano Merabichvili et l'ancien maire de Tbilissi Guigui Ougoulava). M. Ivanichvili donne quelques éléments de réponse sur les conditions de la vente de ses actifs en Russie dans l'interview qu'il nous a donnée pour la revue *Politique Internationale* (« *Géorgie : la fin d'une époque ?* », *Politique Internationale*, n° 140, été 2013).

15. Selon cette hypothèse, l'homme se serait pas pro-russe mais, connaissant mieux que quiconque le fonctionnement politique de la Russie, il prendrait un grand soin de ne pas franchir certaines lignes rouges de peur que ce ne soit fatal à la Géorgie.

Enfin, lors du sommet de Newport, la Géorgie n'a pas obtenu le MAP mais s'est vue féliciter pour « *ses efforts significatifs pour renforcer sa démocratie et moderniser ses forces militaires et ses institutions de défense* ». Les résultats de ce sommet ont été diversement appréciés en Géorgie. La majorité estime, avec Victor Dolidzé, « *que les acquis du sommet de 2008 ont été confirmés et l'OTAN, comme il est dit dans le paragraphe 93 de la déclaration finale du sommet de Newport, nous donne un paquet substantiel incluant la création de capacités de défense, le renforcement de nos moyens de communication ou des possibilités d'interopérabilité. Je ne comprends pas les critiques de l'opposition. Croire que l'OTAN allait nous accueillir juste parce qu'on allait crier sur tous les tons qu'on veut la rejoindre, que cela aurait suffi à obtenir le MAP est une naïveté.* »

L'opposition, tout en reconnaissant des points positifs, « *comme le fait qu'à nouveau les partenaires de l'OTAN peuvent nous fournir de l'équipement militaire* », constate « *que la Géorgie rétrograde dans la façon dont l'OTAN la considère. Nous ne sommes plus considérés comme un pays 'aspirant' à l'OTAN et la question abkhaze et sud-ossète, par exemple, est vue comme étant d'une autre nature que celle de la Crimée* », déplore Elene Khoshtaria, ex-vice-ministre de l'Intégration européenne et euro-atlantique et experte du think tank GRASS (*Georgia's Reforms Associates*). On rappellera ici que, dans la foulée du sommet de l'OTAN de Newport, le Secrétaire américain à la Défense, Chuck Hagel, s'est rendu à Tbilissi pour promettre des « *liens militaires encore plus forts dans l'avenir, en particulier à la lumière de la flagrante agression russe en Ukraine* »¹⁶.

De la rhétorique

Pour les partisans de M. Saakachvili, la politique du dos-rond face à la Russie est dangereuse. « *Elle fait que nos partenaires occidentaux nous oublient dans notre coin. Ils sont très contents lorsque Tbilissi ne les ennuie pas en les alertant sur la menace que constitue Poutine pour nous tous. Or, le seul moyen pour la Géorgie d'être soutenue par les Occidentaux, c'est de les alerter en permanence* », estime ainsi Elene Khoshtaria. « *En réalité, se taire, ne pas critiquer la Russie, c'est voir à court terme. Le Kremlin a ses ambitions stratégiques, politiques, il se*

16. « Hagel Pledges 'Even Stronger Military Ties' with Georgia », *Civil Georgia*, 7 septembre 2014.

fiche de savoir si on est gentil ou pas avec lui », poursuit-elle.

La confrontation des deux approches de la question russe a fait rage au Parlement sur fond de crise ukrainienne. Une bataille des résolutions y a eu lieu. « *C'est nous qui avons imposé l'agenda, sinon la majorité n'aurait jamais osé dire quoi que ce soit qui laisse penser que la Russie se comporte mal. Nos collègues du Rêve géorgien ont rechigné à dénoncer l'ingérence de la Fédération de Russie dans les affaires de l'Ukraine, à dire que c'est elle l'agresseur, ont refusé d'associer la Géorgie aux sanctions occidentales. Même lorsque l'avion MH¹⁷ de la Malaysian Airlines a été abattu, ils ont refusé d'adopter une résolution* », déplore la députée du MNU, Chiora Taktakichvili. « *Faux* », rétorque Victor Dolidzé, de la majorité parlementaire, « *mais il ne s'agit pas de crier pour crier. Nous n'avons rien lâché sur nos principes mais avons voulu aussi être très sérieux dans ce que nous disions. Pour l'avion de la Malaysian Airlines, même les enquêteurs hollandais n'ont rien conclu, pas encore, quant à l'origine du tir. Et nous, nous adopterions des résolutions disant qui a tiré ?* »

La crise et la guerre en Ukraine ont conduit M. Saakachvili, qui avait renforcé l'axe Tbilissi-Kiev après la « Révolution orange » de 2004¹⁷, et ses partisans à expliquer de nouveau leur politique en 2008. « *Sans doute que Saakachvili et son équipe ont fait des erreurs. Qui n'en aurait pas fait dans un contexte géopolitique aussi difficile ? Mais l'annexion de la Crimée prouve que même sans rien faire contre elle, vous pouvez être agressé par la Russie. Si Kiev avait répondu, ou pu répondre, en Crimée, l'Ukraine n'aurait peut-être pas été ensuite attaquée dans le Donbass et sans doute que l'Occident aurait voté dès mars des sanctions contre Moscou. Cela prouve que nous avons eu raison de rétorquer en Ossétie du Sud en 2008* », martèle Andro Barnovi.

« *Nous ne nous laissons pas imposer notre langage par Poutine. Sans parler du fait qu'au sommet de l'OTAN, c'est le Président, Guiorgui Margvelachvili, qui nous a représentés alors que chacun sait qu'il y a une guerre entre lui et Garibachvili, et que ce*

17. Il a, par exemple, tenté de revigorer le GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan Moldova), forum international créé en 1997 pour contrer le poids de la Russie dans l'ancien espace soviétique. Pour l'anecdote, rappelons que M. Saakachvili a fait de son homologue ukrainien Viktor Iouchtchenko le parrain de son second fils, en 2006.

*dernier l'a laissé y aller pour montrer aux Russes que ce sommet n'était pas important pour Tbilissi*¹⁸. *A faire cela, on s'affaiblit sur la scène diplomatique comme sur la scène politique intérieure, où les plans de la Russie deviennent peu à peu acceptables*», estime Chiora Taktakichvili. « *La majorité nous dit que sa politique de normalisation a produit des résultats, avec notamment le retour des vins*¹⁹ *géorgiens sur le marché russe. Mais cela, c'est une question de principe. C'est aussi donner à Moscou un nouveau levier de pression sur nous, sur la population, et au bout du compte, cela nous rend plus vulnérables* », estime Elene Khoshtaria.

Ce qui pourrait déplaire à la Russie est régulièrement gommé de l'activité gouvernementale. Le ministre de l'Intérieur, Alexandre Chikaïdzé, parle de Maïdan en des termes que ne renierait pas son homologue russe, présentant en creux la révolte ukrainienne comme du désordre que l'opposition crée à seule fin de prendre le pouvoir²⁰. Le discours ambiant est nourri de mythes négatifs sur l'Europe, souvent véhiculés par la puissante église orthodoxe nationale (par exemple, l'idée que l'UE obligera par exemple la Géorgie à adopter une loi autorisant le mariage homosexuel). « *Tout n'est pas du ressort du gouvernement et de la majorité. Je peux vous dire que l'essentiel de celle-ci est résolument pro-occidentale. Mais nous devons être pragmatiques et continuer comme nous le faisons à avancer pas à pas vers l'Europe, comme nous l'avons fait en signant l'Accord d'association* », explique M. Dolidzé.

Fin août 2014, la Géorgie a accueilli le festival de musique électronique Kazantip, qui

18. Depuis des mois, l'actualité géorgienne est régulièrement mobilisée sur les polémiques entre Guiorgui Margvelachvili et Irakli Garibachvili quant à qui du Président ou du Premier ministre doit représenter le pays lors des grands événements diplomatiques (paraphe de l'Accord d'association avec l'UE à Vilnius, visite au siège des Nations Unies...). Pour le sommet de l'OTAN de Newport, en revanche, le Premier ministre a volontiers laissé la place au chef de l'Etat. Selon divers fonctionnaires géorgiens, il s'agissait à la fois d'envoyer un message à la Russie et de faire porter à M. Margvelachvili le chapeau de l'échec du sommet d'un point de vue géorgien, le MAP n'étant pas accordé à Tbilissi.

19. Après avoir été bannis du marché russe en 2006, les vins ainsi que les eaux minérales géorgiens y sont revenus à l'été 2013, donc après le départ de M. Saakachvili. Aussitôt, les exportations vers la Russie ont explosé (« *Georgian Wine Exports Surge with Russia Major Market* », *Civil Georgia*, 5 août 2014).

20. « *Interior Minister Says UNM Plans to Stir 'Destabilization'* », *Civil Georgia*, 7 avril 2014.

jusqu' alors se déroulait en Crimée. Mais le gouvernement et l'Église, animée par un fort rejet de l'Occident libéral, semblent s'être appliqués à faire échouer ce festival (le public a été dix fois moins nombreux que d'habitude) en créant des obstacles à son organisation. Le directeur de l'Administration nationale du Tourisme, Guiorgui Sigua, a en tout cas été limogé pour avoir accepté de le soutenir et a révélé mi-septembre qu'il a été convoqué au Patriarcat, où il s'est entendu dire que ce festival « *c'est Sodome et Gomorrhe (...) c'est pour cela que l'Ukraine a perdu la Crimée* ». M. Sigua relève qu'ensuite le ministre de l'Économie, Guiorgui Kvirikachvili, proche collaborateur de M. Ivanichvili, a demandé à ce que Kazantip n'ait pas lieu et a suggéré d'organiser un autre festival²¹. L'affaire témoigne d'abord du climat qui règne en Géorgie, où le souci du gouvernement de ne pas irriter Moscou, en soutenant un festival aux valeurs se situant aux antipodes de celles promues par le Kremlin, se combine à une certaine connivence idéologique, portée par l'église nationale géorgienne, fondamentalement opposée à Maïdan et à son désir d'Europe.

« *Force est de constater que cette politique de normalisation des liens avec Moscou échoue. Malgré l'annonce de celle-ci et la constance dans sa mise en application, rien n'a changé quant à l'essentiel, à savoir l'intégrité territoriale du pays. Les régimes séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud se sont montrés encore plus intraitables avec Tbilissi que sous Saakachvili* », explique le politologue Kornely Kakachia. Finalement, le 24 novembre dernier, la Russie a signé avec l'Abkhazie un traité d'« alliance et de partenariat stratégique ». Ce document prévoit un « espace commun de sécurité et de défense » entre la Russie et l'Abkhazie, une politique étrangère « coordonnée » ou encore la mise en conformité de la législation abkhaze avec celle de l'union douanière formée par la Russie avec le Kazakhstan, le Belarus et l'Arménie. A Tbilissi, le gouvernement parle de nouvelle étape vers une annexion de l'Abkhazie par la Russie tandis que l'opposition, soulignant le parallèle avec la crise et la guerre en Ukraine, dénonce l'échec de la politique de normalisation des liens avec Moscou.

La défaite de l'Ukraine serait une catastrophe pour la Géorgie

La Géorgie ne pourra peut-être pas rester neutre éternellement, avoir « *une position très équilibrée entre tous nos voisins* »²², et se contenter d'envoyer un peu d'aide alimentaire aux Ukrainiens. « *Chacun d'entre nous sait bien que Poutine est prêt à aller très loin pour assouvir ses ambitions et que notre sort est profondément lié à celui de l'Ukraine. Si celle-ci perd, si la Russie remet la main dessus, la déstabilise comme elle le veut, alors elle se tournera vers nous aussitôt après pour achever le travail de 2008* », estime par exemple Irakli Menagharishvili. « *C'est pourquoi nous ne pouvons pas rester passifs face à ce qui se passe en Ukraine. Peut-être que nous sommes un petit acteur, mais nous pouvons vraiment contribuer à réveiller l'Europe et l'Amérique, à les obliger à arrêter Poutine. C'est justement parce que nous ne pouvons rien faire seuls, nous défendre militairement par exemple, que nous devons parler, alerter* », dit Chiora Taktakichvili. Voilà une illustration typique de l'attitude des pays du Caucase du Sud, lesquels sont petits et ont une conscience aiguë de la nécessité de s'appuyer sur les grandes puissances pour défendre leur souveraineté.

Dans ce contexte, plusieurs anciens membres de l'équipe de M. Saakachvili ont cherché très tôt en 2014 à apporter leur expérience pour aider l'Ukraine à se réformer. C'est le cas de Kakha Bendukidzé, homme d'affaires et ancien ministre de l'Économie, partisan de l'ultra-libéralisme, qui a été invité par le ministre de l'Économie ainsi que par le président Porochenko à conseiller le gouvernement ukrainien. Celui-ci est décédé mi-novembre 2014, avant d'avoir pu mettre en application ses idées en Ukraine. Kiev a attendu d'avoir un nouveau Président (mai 2014) et un nouveau Parlement (novembre 2014) pour apparemment entreprendre de profondes réformes. Le nouveau gouvernement, formé début décembre, a nommé des étrangers au gouvernement, afin notamment de mettre en place des réformes avec des gens non susceptibles d'être compromis avec l'oligarchie et le système politico-administratif ukrainiens. Parmi eux, deux Géorgiens qui ont servi dans les gouvernements de M. Saakachvili : Sandro Kvitachvili, devenu ministre de la Santé de l'Ukraine, et Eka Zgouladzé, vice-

21. « Fired Georgian Tourism Official Says He Was Pressured by the Church », dfwatch.net, 16 septembre 2014.

22. Expression employée par Bidzina Ivanichvili dans une interview accordée à l'hebdomadaire géorgien KvirisPalitra, le 15 septembre 2014.

ministre de l'Intérieur. D'autres nominations au gouvernement ou à la tête d'agences gouvernementales pourraient survenir. Cela a fortement irrité l'actuel gouvernement géorgien, qui communique depuis 2011 uniquement sur les aspects négatifs de la « Révolution des roses ».

D'autres Géorgiens sont invités à apporter à l'Ukraine leur expérience de réformateurs. C'est le cas d'un groupe d'anciens ministres et vice-ministres qui vont y ouvrir une école destinée aux jeunes cadres ukrainiens. C'est aussi le cas de Guiorgui Vachadzé, 33 ans, député et ancien chef du registre de l'Etat civil géorgien (2006-2010) et vice-ministre de la Justice (2011), qui a créé avec une douzaine de hauts fonctionnaires de la période Saakachvili la « Fondation pour l'Innovation et le Développement », laquelle vise à conseiller les Etats désireux de s'inspirer des réformes mises en place en Géorgie entre 2003 et 2012 (police, lutte contre la corruption, réduction de la bureaucratie, etc.). Dans ce cadre, M. Vachadzé assiste le ministère ukrainien de la Justice pour des projets relatifs à la transparence des appels d'offre par exemple. « *Il faut que nous aidions l'Ukraine à se réformer et à remporter son combat contre la Russie. C'est d'une importance capitale pour toute la région, c'est un vrai choix de civilisation pour nous tous, Ukrainiens,*

Géorgiens, Moldaves, Arméniens... Soit le monde propre et transparent de l'Europe, respectueux de l'individu, soit le monde corrompu d'un Ianoukovitch, que Poutine n'a jamais critiqué », lance Guiorgui Vachadzé.

Le traité que la Russie a signé avec les autorités *de facto* l'Abkhazie convainc beaucoup de Géorgiens que les relations entre Moscou et Tbilissi ont davantage à voir avec les ambitions géopolitiques du Kremlin qu'avec le bon comportement que le pouvoir géorgien peut avoir ou non avec celui-ci. La politique du nouveau gouvernement géorgien visant à la fois à la « normalisation » des relations avec Moscou et à la poursuite de la politique pro-occidentale du pays a conduit à un nouveau degré d'intégration de l'Abkhazie à la Russie. C'est un échec qui, à Tbilissi, renforce la conviction que la crise ukrainienne doit se lire à partir des ambitions géopolitiques du Kremlin. Pour les Géorgiens et leurs dirigeants, cela signifie que le sort de leur pays est foncièrement lié à celui de l'Ukraine. Reste à savoir si la majorité actuelle poursuivra ses efforts de rapprochement avec les structures euro-atlantiques, alors que les perspectives d'adhésion à l'UE et à l'OTAN sont extrêmement faibles, ou si, dans son désir de « normaliser » les relations avec Moscou, elle tendra à faire des compromis avec le grand voisin du Nord.♦

Auteur

Régis Genté, journaliste, installé à Tbilissi et couvrant l'ex-URSS pour Le Figaro, RFI, L'Express... Il est l'auteur de deux livres : *Poutine et le Caucase* (2014, Buchet Chastel) et *Voyage au pays des Abkhazes* (2011, Car touche).

Dernières publications

- Samuel Charap, Jeremy Shapiro, « A New European Security Order: The Ukraine Crisis and the Missing Post-Cold War Bargain », note n° 14/15, 8 December 2014
- Igor Delanoë, « La Crimée, un bastion stratégique sur le flan méridional de la Russie », note n° 14/14, 19 novembre 2014

WWW.FRSTRATEGIE.ORG

4 BIS RUE DES PÂTURES 75016 PARIS TÉL : 01 43 13 77 77 FAX 01 43 13 77 78

ISSN : 2273-4643

© FRS-TOUS DROITS RÉSERVÉS